

# ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

N°17

fevrier 77

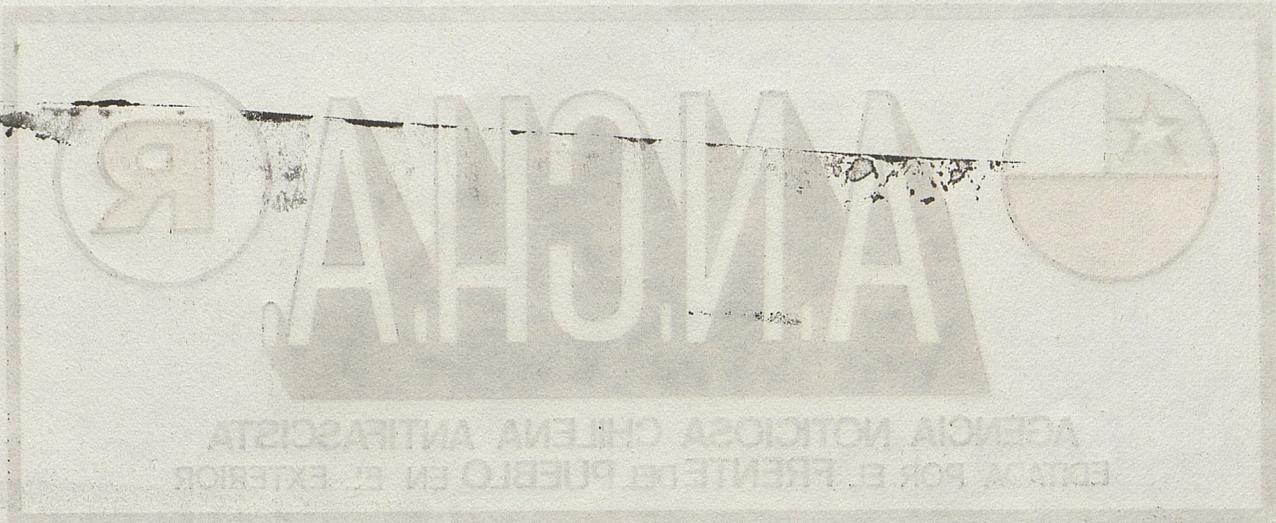


LES PRISONNIERS

POLITIQUES AU CHILI



4° P 8851



CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

REVISTA

LES PRISONNIERS

POLLTIQUES AU CHILL



Comme annoncé précédemment, nous traitons ici particulièrement des prisonniers politiques au Chili. Il a déjà eu beaucoup de publications à ce sujet, de par le monde, l'abordant sous divers aspects.

Nous voulons apporter notre modeste contribution au combat antifasciste de notre peuple et à la solidarité internationale, en dénonçant particulièrement la soit disant "nouvelle physionomie" du fascisme chilien.

Le Chili continue à être une immense prison. Répression, terreur, misère et chômage massif y règnent sans partage. Pas seulement les chiliens souffrent de la répression, mais également des patriotes boliviens la subissent: le dictateur bolivien Banzer a "déplacé" au Chili un groupe de dirigeants mineurs après une série de grèves et luttes dans les mines de Bolivie. Banzer préfère les prisons de Pinochet aux siennes!

Suivant la ligne du FRONT DU PEUPLE notre agence fait ces dénonciations et montre l'esprit de lutte des prisonniers et de leurs familles, que nous décrivons par la suite.

-----LES DERNIERES LIBERATIONS DE PRISONNIERS POLITIQUES ET LES MANOEUVRES -----  
DE LA JUNTE FASCISTE

Fin 1976, la junte a libéré environ 300 prisonniers politiques (en expulsant du pays certain d'entre eux) et suspendu les assignations à résidence de 198 personnes. L'opinion progressiste mondiale, et certains chiliens en exil, peuvent se demander: pourquoi? Reste-t-il encore des prisonniers au Chili? Qu'arrive-t-il avec les milliers de disparus? Qu'arrive-t-il au Chili? La réponse se trouve dans le N°17 (déc.76) de "RESISTANCE", journal clandestin du FRONT DU PEUPLE:

"La junte toujours plus isolée veut faire une immense campagne de propagande parce qu'elle a libéré 300 prisonniers; ce n'est pas par "générosité" ni pour respecter "les droits de l'homme", mais du fait de la pression intérieure, publique ou clandestine, et internationale.

La libération de quelques prisonniers ne veut pas dire que la répression est terminée. L'élection de Carter ne déterminera pas non plus notre situation. Les changements fondamentaux pour le peuple ne viendront que de nous; s'appuyer sur d'autres, "il faut attendre un peu plus pour voir ce qui se passera", c'est ~~ce~~ l'attention de ce qui est principal, faire appel à la passivité, ne pas faire confiance à nos forces, aider l'ennemi...."

En effet, la Junte, apeurée par les déclarations de Carter, se sont lancés dans une campagne démagogique pour "redorer son image", pour éviter que son maître US ne la remplace par des laquais "plus respectables".

La presse réaktionnaire internationale a repris cette campagne, parlant d'un soit disant "processus de démocratization", de "retour aux Droits de l'Homme", de "fermeture des camps de concentration et de torture", etc...

La vérité est autre: la junte reconnaît officiellement l'existence de 6000 prisonniers; si on ajoute les 4000 disparus, cela fait 10.000 personnes en tout. Rien n'a été dit des 20 prisonniers qui ont été arrêtés peu après leur libération, accusés de réaliser des "activités subversives".

Les fascistes ont parlé de fermeture de certains camps de concentration, mais ne mentionnent l'ouverture d'une nouvelle prison à Torres de Penalolen (Santiago) et l'existence de beaucoup d'autres endroits sinistres secrets où on torture et maintient des milliers de "disparus", comme à la "Colonia Dignidad" dans la province de Linares.

Ils ont également caché que la soit disant "libération" n'a pas touché N.A. Aramburu Soto, H. Nunez Ferrada, A. Avalos Gonzalez, I. Sucarrat, A. Gonzalez Guzman et M. Salgado Rojas, arrêtés depuis des années, et jugés sans être même sortis de leur camp de concentration!

Ils n'ont pas aussi parlé de la jeune infirmière Olga Carrasco Retamal, morte 3 jours après sa libération de leucémie. Elle a été arrêtée pendant 20 mois malgré son état de santé publiquement connu, sans soins. Sauf les tortures de la DINAM.....

Maintenant, Pinochet et ses amis veulent faire croire qu'il n'y a plus de prisonniers. Ceux-ci, et les nouveaux détenus, sont qualifiés de "disparus".

Ainsi, pas de réclamations devant la Junte ou aux tribunaux. Tous les renseignements qui nous parviennent du Chili indiquent que LA MAJORITE DES DETENUS TOMBES ENTRE LES MAINS DES FASCISTES SONT DISPARUS.

Ainsi la repression se fait toujours plus brutale et sinistre. Il devient commun de découvrir des cadavres horriblement mutilés dans les rues, plages, etc..., comme ce fut le cas récemment avec O. Boettinger, C. Soria et M. Ugarte, assassinés après avoir été arrêtés par la DINA.

Même si la libération des 300 prisonniers est un succès indéniable de la Résistance et la solidarité internationale, ce n'est qu'un succès partiel. Il faut la libération de TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES. C'est pourquoi, avec la Résistance intérieure, nous faisons un appel pour sauver tous ceux qui sont arrêtés, officiellement ou dans des prisons occultes.

LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES AU CHILI !!

---

### L'ESPRIT DE LUTTE DES PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS ET LA POLITIQUE DU FRONT

---

Les prisonniers politiques sont un des secteurs les plus brutalement frappés par les fascistes. Assassinés par leurs bureaux, isolement, torture, etc mais ils n'ont pas baissé la tête. Les camps de concentration qui devaient servir à "donner l'exemple" et faire peur au peuple, sont au contraire des fronts de résistance.

Il s'en est levé une puissante voix de dénonciation, montrant sa force aux criminels fascistes.

Tout le monde se souvient des grèves de la faim des prisonniers du camp de Puchuncavi en Aout 75, celle des prisonniers de la Penitenciaría de Santiago, ainsi qu'à Valparaiso en juin 76, ainsi que les courageuses dénonciations dans des documents clandestins parvenus à la presse mondiale.

La Junte et la DINA n'ont pu empêcher ces luttes, avec ses menaces, punitions etc....

Mais; la lutte entre deux lignes politiques a lieu dans les camps sur la façon d'affronter la dictature.

D'une part la ligne défaitiste, cherchant la passivité, se cachant derrière l'argument "... nous sommes sous la domination, la vigilance et la portée de la repression: nous ne pouvons donc rien faire... sauf de rester calmes et attendre la libération".

L'autre ligne, c'est la résistance active contre la dictature, menée par le Front du Peuple et tous les antifascistes conséquents, luttant à l'intérieur même du pays, des camps de concentration pour élever le niveau de la lutte antifasciste, pour faire de ces endroits des fronts actifs contre la dictature, et d'où viennent constam-

ment des actions, dénonciations et informations, servent la Résistance.

En traçant clairement une ligne de démarcation avec les positions aventuristes et de provocation, cette alternative s'efforce de généraliser les actions de la Résistance déjà décrites à l'intérieur des prisons, servant d'école de lutte.

Utilisant la créativité, l'organisation clandestine et profitant des moindres possibilités d'organisation dans les prisons, les prisonniers s'unissent et mènent une riche et vaste éducation antifasciste, qui se traduira ensuite dans l'action.

Pour cela, pour développer l'alternative révolutionnaire le Front s'est donné la plateforme suivante:

#### PLATEFORME DE LUTTE DU FRONT DU PEUPLE:

Le premier point du programme minimum est: "lutte pour le renversement de la dictature. Fin de l'Etat de Siège, repression, persécution et mouchardage. Fin des jugements de guerre et liberté inconditionnelle de tous les prisonniers. Amnistie générale. Dissolution de la DINA et châtiement des bourreaux."

Le Front lutte aussi pour:

- obliger la Junte à rendre compte sur le sort des milliers de disparus.
- fermeture des camps, y compris ce qui sont secrets comme "Colonia Dignidad", etc...

Le Front a des plateformes spécifiques pour chaque secteur de lutte.

Ainsi nous donnons deux exemples de telles plateformes.

PLATEFORME DE LUTTE A L'INTERIEUR DES PRISONS ET CAMPS DE CONCENTRATION

- droit des prisonniers a avoir leurs organisations représentatives("Conseil des Anciens",Corps de Délégués,etc....)
- libre élection de leurs représentants.
- libre réalisation des activités culturelles et de loisir(cours faits par les détenus,particulièrement les matières avec un contenu progressiste et scientifique:sciences sociales,biologie,économie histoire, philosophie,etc...)
- le droit à faire des journaux muraux sans censure préalable.
- fin de la censure de presse,journaux,etc
- amélioration du régime des visites.Les rendre plus fréquentes et plus longues.
- amélioration des conditions de vie,hygiène,et pour la nourriture.
- les conditions matérielles permettant aux prisonniers de avoir des activités.(ateliers, bibliothèques,etc...)
- fin des châtiments physiques et travaux forcés.
- réintégration dans leur travail dès la fin de la détention. Salaire versé tant que dure celle ci.

PLATEFORME DE LUTTE DES MEMBRES DES FAMILLES DES PRISONNIERS

- droit au libre fonctionnement du Vicariat Chretien de la Solidarité.
- lutte contre les tentatives de la détruire par la junte
- fin de la repression (tortures,expulsions etc...)contre ses membres.
- création de Comités clandestins avec les membres des familles et amis des prisonniers,continuant le travail de solidarité.
- organiser les collectes de fonds d'aide économique aux prisonniers et leurs familles.
- impulser une agitation constante sur les crimes de la junte fasciste,les disparus, etc....
- diriger ces dénonciations vers les secteurs les plus larges du peuple et du monde.

+  
+++  
+

----- LE DRAME DES DISPARUS -----

Depuis le Coup d'Etat beaucoup de personnes arrêtées ont disparu,les autorités militaires niant leur arrestation. Les membres des familles,inquiets, ont accouru au Comité de Coopération pour la Paix au Chili (créé par les Eglises) pour demander une aide juridique et autre dans la recherche des disparus. Ainsi furent déposés des centaines et centaines de recours devant les Cours d'Appel,pour protester contre toutes ces arrestations illégales effectuées par les services de sécurité de la dictature. Les Cours d'Appel et la Cour Suprême(au service du fascisme comme le reste de l'appareil d'Etat), ont rejeté ces appels,pretextant que l'"arrestation n'était pas suffisamment prouvée" car le Ministère de l'Intérieur les niait. Les membres des familles se sont tournés vers les juges ordinaires : ceux ci ont pu parfois enregistrer l'arrestation , mais jamais déterminer les responsables, car les autorités refusaient toute information....

L'organisation, unité et lutte des membres des familles des disparus: ils ont formé le "Groupe des membres des familles des Détenus Disparus":25 au début, il en compte des centaines maintenant.Ils ont fait connaître leur drame.Envoyé des lettres aux autorités civiles,ecclésiastiques et militaires, à la presse nationale et étrangère,etc.... Ils ont dit:"l'unité qui a surgi entre nous est renforcée car nous sommes tous victimes de la même injustice.C'est là notre force. NOUS VOULONS LES RETROUVER est notre mot d'ordre et notre défi."

Devant la pression nationale et internationale croissante la Junte a cherché une issue. Le 19 Juillet 75, deux revues totalement inconnues du Brésil et d'Argentine ont annoncé la soi-disant mort à l'extérieur de 119 chiliens du fait des affrontements entre eux en Argentine,Colombie,Mexique,Panama,France,etc... En révisant la liste des noms on a pu constater qu'en leur totalité ils corres-

pondaient à des personnes séquestrées par la Junte. Cette nouvelle fut diffusée le 22 juillet par les journaux pro-junte "Mercurio" "Segunda" et "Tercera" de façon sensationnaliste et grossière. La réponse des familles et du Comité Pro Paz fut immédiate.

Dans un document: "notre préoccupation et crainte sont encore renforcés du fait que nous sommes amenés à penser que nous sommes devant une machination parfaitement planifiée qui dépasse le pays et nous remplit de noir présages. C'est ainsi que peu à peu la réponse à nos demandes se sont transformées en: "votre parent est dans la clandestinité" ou "dans la guérilla" ou "a fui clandestinement à l'étranger".

Le 4 juin 75 Pinochet a annoncé sa décision de ne pas permettre l'entrée du pays à la Commission des Droits des Hommes des Nations Unies, sur laquelle nous fondions beaucoup d'espoirs".

Puis en Juillet est arrivée la nouvelle de la soit disant mort de 119 compatriotes à l'étranger. Signalons que 118 d'entre eux font partie de la liste de 270 cas soumis par les parents ont fait parvenir à divers organismes; que 53 d'entre elles ont été arrêtées dans leur domicile, devant parents et voisins, et beaucoup d'autres en leur lieu de travail ou d'étude devant de nombreux témoins; le reste a été vu dans divers camps et prisons, par d'autres prisonniers".

En même temps 95 prisonniers du camp "Melinka" de Puchuncavi ont donné une dénonciation écrite au Ministère de l'Intérieur le 31 juillet, où ils témoignent que 33 des 119 avaient été en prison avec eux à divers moments et endroits. Ils ont appuyé leur dénonciation par une grève de la faim, exigeant une réponse de la Junte.

Un témoignage similaire a été fait par les prisonniers du camp de Riroque.

Pressé par la clameur nationale et internationale, le 20 Août 75 Pinochet a annoncé cyniquement qu'il avait ordonné une enquête dans tout le pays et à l'étranger sur le cas des 119. ~~Déjà~~ entendu il n'y eut aucune suite....

Fin Décembre 75 l'Assemblée Générale de l'ONU a condamné la Junte, signalant dans son rapport que:

"il y a des preuves que beaucoup de personnes disparues sont en réalité arrêtées et isolées, ou ont été purement et simplement éliminées".

#### 1976 : NOUVELLE TACTIQUE DE LA DINA : SEQUESTRATION SANS TEMOINS

Devant la nouvelle vague de répression, en février 76 le Vicariat de Solidarité (ex-Comité Pro Paz dissous par la Junte) a fait une pétition au Président de la Cour Suprême pour améliorer la justice sur les droits de l'homme.

En Juin 76 à l'occasion de la Conférence de l'OEA à Santiago, la DINA a intensifié les séquestrations. Six documents de dénonciation ont alors circulé. Une importance particulière a eu le document élaboré par les prisonniers dont nous donnons certains des paragraphes importants:

"La situation la plus dramatique est celles des camarades disparus. Dans leur grande majorité des cas il existe des preuves de leur arrestation par la DINA, même si le gouvernement le nie. Quel est leur situation? Ont-ils été tués par la DINA? Fusillés? Torturés? Quel crime monstrueux a commis la Junte, qu'elle n'ose avouer? Car personne ne doute de leur arrestation. Nous appelons la Communauté internationale à exiger une réponse de la Junte sur les disparus".

"Nous assumons notre responsabilité, la dictature fera des représailles contre nous pour avoir voulu témoigner sur les crimes. Les prisonniers politiques ne cesserons pas de montrer notre voix là où l'on voudra l'écouter, même si cela nous vaut encore plus de souffrances."

Fin Août 76, le Vicariat de Solidarité dans un document de plus de 700 pages a fait connaître à la Cour Suprême le dossier de 383 personnes disparues depuis le coup d'Etat. Elle a sollicité à la Cour la désignation d'un ministre pour faire une recherche exhaustive sur ces cas, mais l'"honorable" Cour a refusé cette demande par 7 voix contre 5, couvrant une fois de plus les crimes de la Junte. Prétextant que les tribunaux recherchent correctement les disparus.

Cela bien que le Vicariat ait précisé que les autorités refusent de répondre aux demandes juges menant les enquêtes. La Cour a quand même opposé son refus.

L'Amérique Latine est pleine de géôles où souffrent des dizaines de milliers de patriotes, démocrates et révolutionnaires.

Cel à non seulement dans les dictatures ouvertes, mais aussi dans certains pays gardant certaines apparences démocratiques bourgeoises, comme c'est le cas de la Colombie et Venezuela.

Notre agence poursuit son travail de dénonciation de cette repression et participe aux campagnes pour la libération des prisonniers.

VENEZUELA

En 1976 le problème des prisonniers a provoqué beaucoup de mouvements dans de larges secteurs populaires, et cela malgré le voile de silence que veut tendre le gouvernement.

La vérité, que celui ci veut cacher, c'est la repression ayant entraîné la mise hors la loi de la grève, l'arrestation de dirigeants ouvriers, l'institutionnalisation de la torture et le crime politique, comme récemment celui de T. Gonzalez Heredia et J. Rodriguez.

Devant les protestations populaires croissantes, impulsée principalement par les Comités de Lutte Populaires, les Comités de Lutte Ouvrière et les Comités de Lutte des étudiants révolutionnaires, le gouvernement et les corps répressifs ont cherché à isoler les prisonniers politiques pour ensuite les assassiner, avec l'envenimement de soi-disant duites, mutineries, etc... utilisés comme prétextes.

L'isolement et les sauvages tortures auxquels furent soumis deux prisonniers a été la cause d'une grève de la faim prolongée qui a duré 29 jours fin 1976. Cette grève a compté avec l'appui des parents des prisonniers d'étudiants réalisant aussi une grève de la faim de solidarité. Avec aussi une grand meeting organisé par le Comité de Défense des Droits de l'Homme à l'Université Centrale du Venezuela à Caracas, exigeant la liberté des

prisonniers politiques et dénonçant le transfert de ces prisonniers à partir de la Caserne San Carlos dans diverses prisons du pays.

En continuant la campagne répressive, le 24 novembre a eu lieu une perquisition policière au local des Comités de Lutte des Etudiants Révolutionnaires. Elles ont arrêté plus de 15 étudiants qui ont été brutalement frappés, arrêtés et quatre d'entre eux isolés complètement.

Actuellement a lieu une campagne spéciale pour obtenir la libération de trois prisonnières politiques: I. del Valle Figueroa, arrêtée depuis 1974, et dont le fils est né en prison; Didia Bolivar, arrêtée en Mai 1975 et Maria Conception Toledo, en prison depuis plus de deux ans.

A ce propos il est mené une grande campagne contre la nouvelle méthode du gouvernement d'emprisonner sans reconnaître l'existence des détenus, que l'on qualifie de "disparus"; ceux cas récents sont ceux d'Onogre Valles et Manuel Rodriguez.

COLOMBIE

(article envoyé par un collaborateur colombien)

Le régime de Lopez Michelsen se caractérise par sa haine des masses et cel à se manifeste dans la repression exercée contre elles. Paysans, ouvriers, étudiants et intellectuels sont assassinés par ordre officiel.

Le nombre croissant de détenus d'emprisonnés, torturés et persécutés est déjà quelque chose de naturel. Les decrets et les nouvelles mesures policières mettent en relief la véritable face du gouvernement actuel.

Actuellement il existe des bandes de criminels et mercenaires au service des corps répressifs du gouvernement, dont la mission est d'assassiner ceux qui sont catalogués comme "subversifs". Ainsi l'on sait qu'en Sep-

tembre 76, l'organisation "Phalange" a envoyé des lettres de menace à diverses organisations de masse. Cette organisation s'ajoute aux autres groupes criminels paramilitaires comme la "Main Noire" qui jouent le même rôle.

En Colombie, les organes de justice sont entre les mains des militaires, qui se chargent de faire les enquêtes et juger les "délits politiques", c'est à dire, que la justice bourgeoise a été remplacée par le régime d'arbitraire contre le peuple. Dans ces conditions, le gouvernement et ses militaires violent quotidiennement leurs propres lois pour appliquer celles de l'Etat de Siège.

Nombreux sont les exemples qui montrent cette réalité. En juillet 76 ont été arrêtés plus de vingt personnes accusées d'être liés ou appuyer la guérilla de l'Armée Populaire de Libération qui opère dans le Nord Est du pays. Accusés d'être des "révolutionnaires subversifs" et soumis à des procès expéditifs et condamnés à plusieurs années de prison comme des prisonniers de droit commun, puis envoyés dans les îles prison Gorgona. Ces faits ont été dénoncés par le Tribunal Russell.

Les "Conseils de Guerre" ont augmenté avec le gouvernement actuel et il est logique alors qu'augmente le nombre de prisonniers politiques, qui après avoir été sommairement "jugés" sont expulsés et condamnés à l'île prison.

D'innombrables organisations syndicales, paysannes, étudiantes, culturelles et autres ont des camarades dans les prisons colombiennes et le nombre de prisonniers politiques augmente avec la marche accélérée à la répression du régime.

Bien sûr, le peuple colombien ne supporte pas passivement l'injustice et la terreur imposées par le régime. Dans les villes et campagnes augmentent les forces révolutionnaires qui, s'appuyant sur les masses, combattent et luttent pour la libération nationale et sociale. La révolution colombienne avance et demain ce seront les masses qui jugeront et châtieront les bourreaux d'aujourd'hui.

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES DE COLOMBIE!

+++++  
+ LIBERTE POUR MARIO ECHENIQUE, PATRIOTE URUGUAYEN EMPRISONNE +  
+ EN ARGENTINE ! +  
+++++

ABONNEZ VOUS A ANCHA!

Abonnement un an : 30 F. (de soutien 50F) pour l'Europe  
50 F (de soutien 80F ou plus) ailleurs

→ ATTENTION : ENVOYEZ VOS CHEQUES BARRES OU MANDATS  
AU NOM DE : M. GUERRIEN (et non  
pas de ANCHA (que nous ne pouvons pas toucher))

On peut également payer avec des timbres.

Bien préciser votre nom, adresse, et langue en laquelle vous désirez le bulletin.

ANCHA  
B.P. 59 PARIS 75623  
CEDEX 13 FRANCE